

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 09/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ITM LEMI (Logistique Equipement de la Maison International)**

1505 route des Fouillouses  
Espace économique axe 7  
26140 Albon

Référence : 20251204-RAP-DAEN1284

Code AIOT : 0010300004

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement ITM LEMI (Logistique Equipement de la Maison International) implanté 1505 route des Fouillouses Espace économique axe 7 26140 Albon. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles établi par la DREAL, ainsi que dans le cadre de la finalisation de l'instruction d'un dossier de modification des conditions d'exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITM LEMI (Logistique Equipement de la Maison International)
- 1505 route des Fouillouses Espace économique axe 7 26140 Albon
- Code AIOT : 0010300004
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

Le site ITM LEMI implanté sur la commune d'Albon est un entrepôt logistique du groupement des Mousquetaires, dédié aux enseignes non alimentaires avec notamment l'enseigne Bricomarché.

Le site a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1999, qui a été modifié par 4 arrêtés préfectoraux complémentaires pris en 2007, 2011, 2014 et 2017, après des modifications apportées aux installations ou à leur classement.

Il s'agit d'un entrepôt d'une taille relativement importante, comportant 2 bâtiments et un total de 7 cellules de stockages, dont une dédiée aux produits liquides inflammables et aérosols.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Point n°1 - Gestion des modifications	Code de l'environnement, article R.181-46	Prescriptions complémentaires	/
2	Point n°2 - État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Point n°4 - Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Point n°5 - Exercices (évacuation et lutte contre l'incendie)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 13 et 14	Demande d'action corrective	1 mois
6	Point n°6 - Mise à jour de l'ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Point n°9.1 – Déchets : Registre déchets sortants – 1	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Point n°9.5 – Déchets : Autorisation des installations de destination	Code de l'environnement, article L.541-2	Demande d'action corrective	1 mois
14	Point n°9.6 – Déchets : Conditions de stockage sur le site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant ». Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Point n°3 – Maintenance, contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 15 et 22	Sans objet
7	Point n°7 - Suivi des dispositifs de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19, 21	Sans objet
8	Point n°8 - Prévention du risque de pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, articles 4.3.3.1 et 8.3.2	Sans objet
10	Point n°9.2 – Déchets : Registre déchets sortants – 2	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Point regroupé avec le 9.1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Point n°9.3 – Déchets : Bordereau de suivi de déchets	Code de l'environnement, articles R.541-45-I	Sans objet
12	Point n°9.4 – Déchets : Déclaration annuelle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée le 15 septembre 2025 a conduit à constater des conditions d'exploitation globalement satisfaisantes sur le site ITM LEMI d'Albon.

Les écarts relevés doivent pouvoir faire l'objet d'actions correctives rapides à mettre en place.

L'exploitant doit apporter une vigilance particulière à la gestion de son état des matières stockées au regard de la multiplicité des références de produits dangereux pouvant être stockés.

Les modifications apportées aux installations doivent permettre d'améliorer les conditions d'exploitations pour ce qui concerne notamment la gestion du trafic et du stationnement des véhicules et la gestion des accès.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Point n°1 - Gestion des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R.181-46</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 10 mai 2025 un dossier de porter à connaissance en application des dispositions prévues par l'article R.181-46 du code de l'environnement, comportant les éléments d'appréciation nécessaires relatifs aux modifications envisagées sur son entrepôt d'Albon.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier transmis le 10 mai 2025 par l'exploitant correspond à la troisième et dernière version du dossier de porter à connaissance concernant le projet de modification des conditions d'exploitation de l'entrepôt d'Albon notamment autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1999 modifié. Une première version avait été déposée par courriel du 20 août 2024.</p> <p>L'instruction de ce dossier a en effet donné lieu à plusieurs demandes de compléments et observations transmises par courriel à l'exploitant. La dernière version apporte les réponses suffisantes à l'appréciation des modifications envisagées.</p>

Les modifications sollicitées concernent notamment les éléments suivants :

- la modification des parkings VL (Véhicules légers) et PL (Poids-lourds), avec séparation des flux VL et PL et une extension de terrain,
- la création d'un poste de garde (95 m<sup>2</sup>),
- la réhabilitation d'un bâtiment existant de 1 200 m<sup>2</sup>, qui comportera notamment des bureaux, des locaux sociaux et des locaux techniques,
- la construction de locaux sociaux (700 m<sup>2</sup>), dans un bâtiment contigu (avec rénovation de la façade côté entrepôt et une séparation REI 120),
- la reconstruction et l'agrandissement du local de charge (passage de 365 kW à 438 kW sous la rubrique 2925),
- la création d'un auvent de stockage de 2 500 m<sup>2</sup> à l'est, non classé sous la rubrique 1510 (moins de 500 t et IPD (Installation de stockage pourvue d'une toiture) distinct situé à plus de 40 de l'entrepôt, avec panneaux photovoltaïques),
- la création d'un auvent de livraison à l'extrémité nord-ouest,
- l'extension de la zone de maintenance (140 m<sup>2</sup>).

Les cellules de stockages sont inchangées, toutefois des modifications sont également sollicitées sur les quantités stockées sous certaines rubriques. Ces modifications impliquent les changements suivants :

- l'apparition des 3 nouvelles rubriques relevant du régime de la déclaration : 1450 (pour des allumes-feu), 4440 (pour des durcisseurs et des colles) et 4510 (javel et insecticide),
- l'évolution des quantités – sans modification du régime de classement - pour la rubrique 4801 qui reste à déclaration (passage de 125 t à 300 t), ainsi que pour les 4 rubriques suivantes qui restent sous les seuils de classement : 1436 à 95 t, 4511 en baisse à 35 t, 4702.1 à 1 t et 4702.IV à 100 t.

Le suivi de quantités limites pour des rubriques sous les seuils de classement se justifie par la présence de nombreux produits dangereux relevant de rubriques 4000, afin de pouvoir justifier d'un non classement seveso par application de la règle de cumul.

Il convient de noter que l'exploitant a, dans son dossier, sollicité un classement à déclaration sous la rubrique 4220.3. Néanmoins, d'après les réponses apportées en visite, l'exploitant prévoit bien de rester sous le seuil de classement sous cette rubrique. Les produits stockés relèveront de la division 1.4, la quantité équivalente de matière active à considérer pour le classement correspond donc à la quantité de matière présente en kg, affectée d'un coefficient 1/5. La quantité de 90 kg, estimée, correspond donc sous la rubrique 4220 à 18 kg et non 90 kg (seuil à 30 kg).

Le dossier justifie de l'absence de classement seveso seuil bas par application de la règle de cumul seuil bas, avec une proximité du seuil pour les produits dangereux pour l'environnement (« Sc »).

Au regard de la diversité des produits dangereux stockés, une prescription complémentaire est proposée concernant le suivi de l'état des matières stockées.

Un avis du service prévision du SDIS a par ailleurs été sollicité dans le cadre de l'instruction, l'évaluation des moyens nécessaires en eau pour assurer la défense extérieure contre l'incendie ayant fait l'objet d'une mise à jour à la demande de l'inspection.

L'avis est favorable sous réserve que l'exploitant s'assure de la prise en compte des recommandations du règlement départemental sur la défense extérieure contre l'incendie (DECI), avec notamment la présence d'une prise d'eau par tranche de 120 m<sup>3</sup>. Le projet d'arrêté comporte

une prescription en ce sens.

L'avis comporte par ailleurs une recommandation, concernant le fait de disposer d'une aire d'aspiration permettant une réutilisation des eaux d'extinction stockées dans les bassins de rétention en cas d'incendie (bassins nord et sud concernés). Le projet d'arrêté prévoit une prescription imposant la remise d'une étude sur la faisabilité d'une telle mise en place (la profondeur des bassins pouvant poser une difficulté).

Enfin, un aménagement est sollicité concernant les dispositions constructives applicables au local de charge qui fait l'objet d'une reconstruction avec une augmentation de puissance. Cela concerne les caractéristiques de la toiture et des murs extérieurs. Au regard des justifications apportées, une suite favorable est proposée.

Globalement, l'inspection des installations classées considère que les modifications envisagées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

La prise d'un arrêté de prescriptions complémentaires est toutefois nécessaire pour mettre à jour l'arrêté d'autorisation en cohérence avec les modifications sollicitées et la prise en compte des recommandations du SDIS (concerne notamment les rubriques de classement, l'identification des parcelles, les moyens pour la défense extérieure contre l'incendie, l'état des matières stockées et l'aménagement de l'arrêté ministériel 2925).

L'inspection des installations classées propose par ailleurs à cette occasion de simplifier l'encadrement du site en apportant les aménagements suivants :

- abrogation des précédents arrêtés de prescriptions complémentaires en reprenant les dispositions encore applicables dans le nouvel arrêté,
- abrogation des prescriptions de l'arrêté d'autorisation de 1999 encadrant certaines installations relevant du régime de la déclaration, celles-ci étant suffisamment encadrées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables (rubriques 1435, 2910 et 2925). Certaines installations sont considérées comme « nouvelles » pour l'application des arrêtés ministériels concernés, au regard des modifications apportées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

## N° 2 : Point n°2 - État des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inventaire

### **Prescription contrôlée :**

#### 1.4. Etat des matières stockées

« I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. »

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un état des matières stockées.

Ce dernier répond globalement aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel en matière de contenu et de mise à jour.

Néanmoins, l'inspection a relevé des erreurs dans le classement de certains produits, sous les rubriques 1450 et 4220 notamment. L'exploitant a indiqué avoir changé de système d'inventaire et que des ajustements étaient encore nécessaires. L'inspection considère par conséquent que l'exploitant doit procéder à des vérifications sur l'ensemble des rubriques.

Le plan associé à l'inventaire nécessite également d'être légèrement mis à jour pour ce qui concerne la numérotation des bâtiments. Les modifications apportées aux bâtiments seront aussi à intégrer. Enfin, les mentions de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX doivent apparaître.

Par ailleurs, au regard des nombreux produits dangereux présents, il est proposé un renforcement de prescription, concernant notamment la vérification à tout moment du classement sous les rubriques ICPE et l'application de la règle de cumul seuil bas (en tenant compte des différentes mentions de dangers classantes). Cette proposition a été intégrée au point de contrôle n°1.

<b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire répondant précisément à l'ensemble des dispositions prévues par le point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant réalise sous 1 mois les vérifications nécessaires à la consolidation de son état des matières stockées au regard des modifications apportées à son système. Il s'assure également de répondre à l'ensemble des prescriptions prévues par le point 1.4 de l'arrêté ministériel (plan à jour, mention de dangers).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Point n°3 – Maintenance, contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 15 et 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels de sécurité et de lutte, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  15. Installations électriques et équipements métalliques « Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. (...) »  22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.  Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.  L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
<b>Constats :</b> L'inspection a procédé à différentes vérifications concernant les modalités de programmation et de suivi des contrôles périodiques en lien avec la sécurité incendie.  L'exploitant dispose d'un outil lui permettant de suivre la réalisation des contrôles réglementaires et la programmation des travaux nécessaires à la levée des réserves. L'exploitant doit s'assurer de la bonne mise en œuvre des modalités de suivi qu'il détermine (niveau de traçabilités des actions correctives).

L'inspection des installations classées n'a pas relevé d'écart manifeste sur le contrôle des installations et la levée des écarts pour ce qui concerne notamment les installations électriques, les RIA, le dispositif d'extinction automatique, la détection incendie et les portes coupe-feu.

Le suivi des portes coupe-feu fait encore l'objet d'un suivi attentif, au regard de certaines dégradations pouvant encore survenir lors de la manipulation des portes. Ce point mérite le maintien d'une attention particulière au regard du rôle fondamental des portes coupe-feu dans la prévention du risque de propagation d'un incendie entre cellules.

Dans le cadre des travaux, la centrale d'incendie a fait l'objet d'une rénovation complète. La réception de l'installation pour l'ensemble de l'entrepôt n'est pas encore finalisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Point n°4 - Plan de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation en cas d'urgence

**Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 11/04/2017

23. Plan de défense incendie

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.  
(...)

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures (...);  
(...). »

Arrêté n°6254 du 11/10/1999 modifié (2007)

6.5 POI et procédure d'alerte spécifique

« Un plan d'opération interne est établi par l'exploitant.

(...) »

### **Constats :**

La dernière version du POI disponible est celle de 2023.

Le POI n'intègre pas encore les dernières évolutions du site. Les modifications étant globalement en cours de finalisation, ce décalage apparaît compréhensible. Néanmoins, des modifications portant sur le périmètre du site et l'organisation en cas d'urgence (nouveaux outils, nouveau poste de garde, etc.) sont présentes, il apparaît indispensable de mettre à jour au plus tôt le POI de l'établissement.

### **Une non-conformité est retenue afin de suivre la bonne mise à jour du POI (non-conformité n°2).**

Le point de contrôle a été l'occasion solliciter lors de la visite une présentation de certaines évolutions concernant l'organisation du site en cas d'incendie. Un nouveau poste de garde a été créé. Deux agents sont présents en permanence en journée et un agent SSIAP 1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes de niveau 1) est présent H24.

Au poste de garde il est possible de procéder à une extraction des personnes présentes sur le site. Le système est nouveau et nécessite encore de la familiarisation pour une exploitation efficace (lien avec le point de contrôle sur les exercices).

Les alarmes sont bien reportées au poste de garde. Le plan de défense incendie est disponible. L'exploitant doit s'assurer que la dernière version soit bien présente.

L'inspection a également vérifié l'organisation mise en place par l'exploitant pour ce qui concerne la réalisation des premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie.

Cette disposition n'est pas directement applicable à l'établissement, ce dernier ne relevant pas du régime de l'autorisation. Néanmoins, la société disposant de sites relevant de ce régime a prévu une organisation permettant de répondre à cette problématique en cas d'incendie. Il s'agit par ailleurs de dispositions qui seraient imposées à l'exploitant en cas d'incendie. L'exploitant n'a toutefois pas d'obligation à maintenir un contrat avec un prestataire pour assurer la mise en œuvre du dispositif.

Selon les documents présentés, le contrat en cours répond aux attentes concernant notamment :

- l'identification des substances recherchées dans les différents milieux,
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux,
- les personnels habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements.

Un contrat a été établi pour assurer la disponibilité des personnels et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Il est précisé que ce contrat ne sera pas forcément conservé, ce dernier n'étant pas obligatoire pour l'établissement.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède sous 3 mois à la mise à jour de son POI et à la formation de son personnel à la mise en œuvre du POI, en particulier pour tenir compte des évolutions apportées à l'établissement et aux outils.</p> <p>Le POI de l'établissement mis à jour est transmis au service prévision du SDIS et à la DREAL.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Point n°5 - Exercices (évacuation et lutte contre l'incendie)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 13 et 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation en cas d'urgence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 11/04/2017</p> <p>Extrait point 13 de l'annexe II (Moyens de lutte contre l'incendie) :</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »</p> <p>Extrait point 14 de l'annexe II (Evacuation du personnel)</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié de la réalisation d'exercice d'évacuation du personnel tous les six mois.</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie à une fréquence minimale de 3 ans.</p> <p>L'inspection des installations classées considère, selon les modifications apportées aux installations, qu'un exercice de défense contre l'incendie doit être réalisé dans les meilleurs délais.</p> <p>De plus, la fréquence minimale de 3 ans apparaît faible pour un établissement de cette taille soumis à plan d'opération interne (POI). Il est proposé dans le cadre de l'arrêté préfectoral joint au présent rapport d'imposer une fréquence minimale de renouvellement de l'exercice de 2 ans au lieu de 3.</p> <p><b><u>Non-conformité n°3:</u></b> L'exploitant ne respecte pas la fréquence minimale d'exercice contre l'incendie prévue par le point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant programme sous 1 mois un exercice de défense contre l'incendie durant lequel il teste la mise en œuvre l'organisation prévue dans son plan d'opération interne.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Point n°6 - Mise à jour de l'ARF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Article 18 « Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. (...) Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien procédé à la mise à jour de son analyse du risque foudre en tenant compte des modifications projetées.</p> <p>Cette analyse conclut à la nécessité de mise à niveau de l'installation de protection foudre. Les travaux nécessaires n'ont pas été réalisés, sachant que les modifications sont en cours de finalisation.</p> <p><b>Une non-conformité est retenue afin de suivre la bonne réalisation des travaux de mise à niveau de la protection foudre (<u>non-conformité n°4</u>).</b></p> <p>En application des dispositions prévues par l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans les meilleurs délais les travaux nécessaires de mise à niveau de la protection foudre, tenant compte des modifications apportées à l'entrepôt.</p> <p>Il justifie de la bonne réalisation des travaux de protection foudre par la <u>transmission sous 6 mois du rapport de vérification complète</u> des installations modifiées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Point n°7 - Suivi des dispositifs de protection foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19, 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 4 octobre 2010 Article 19 « (...) Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. (...) »  Article 21 « L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. »
<b>Constats :</b> Les agressions contre la foudre sont enregistrées et un relevé est réalisé a minima tous les mois.  Le dernier rapport de vérification complète n'a pas été vérifié. Le bon état des installations de protection foudre fera l'objet d'une vérification dans le cadre de la vérification des travaux des installations mises à niveau dans le cadre du projet (point de contrôle n°6).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Point n°8 - Prévention du risque de pollution par eaux extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2015, article 4.3.3.1 et 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté n°6254 du 11/10/1999 4.2.4 « Les eaux d'extinction d'incendie seront confinées sur les aires imperméabilisées et isolées au moyen des vannes guillottes des séparateurs d'hydrocarbures ; elles seront analysées avant rejet et traitées, si elles ne sont pas conformes, dans un centre spécialisé.

<p>Arrêté n°6254 du 11/10/1999 modifié (APC du 25/04/2014)</p> <p>« 7.10 - Bâtiment F</p> <p>(...)</p> <p>Les deux cellules disposeront d'une zone de préparation de largeur égale à 12 m, dans laquelle aucun stockage ne sera réalisé en dehors du stockage des produits en transit pour la journée.</p> <p>La hauteur de stockage des produits inflammables (cellule Ouest) et des aérosols (cellule Est) sera de 5 m maximum.</p> <p>(...)</p> <p>Cellule Ouest</p> <p>(...)</p> <p>Cette cellule disposera de sa propre rétention déportée dans une capacité enterrée d'un volume égal à 980 m<sup>3</sup>.</p> <p>Un système de détection de fuite sera mis en place afin d'alerter su toute fuite de liquide inflammable au niveau du stockage.</p> <p>Des siphons coupe-feu seront positionnés au niveau des canalisations d'écoulement pour éviter la propagation d'un éventuel incendie via les canalisations.</p> <p>(...). »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La disponibilité des rétentions a fait l'objet d'une vérification lors de la visite des installations.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du bon nettoyage des points de collecte des écoulements vers la rétention déportée associée au stockage des liquides inflammables dans le bâtiment F (observation réalisée en visite ne donnant pas lieu à un constat d'écart).</p> <p>L'exploitant procède à une vérification régulière du bon fonctionnement des 4 vannes de sectionnement du site devant assurer la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 9 : Point n°9.1 - Déchets : Registre déchets sortants – 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul>

<p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>[...] (cf point 9.2 pour la suite des informations)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le constat concernant les points de contrôle 9.1 et 9.2 sont regroupés dans la présente fiche.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi des déchets sortants essentiellement à partir des informations communiquées par ses prestataires à qui il confie ses déchets à éliminer.</p> <p>Un bilan est sollicité de manière annuelle, ces bilans sont utilisés pour le remplissage de la déclaration GEREP.</p> <p>L'exploitant n'élabore pas lui-même un registre des déchets sortants et ne s'assure pas que les informations transmises par ses prestataires lui permettent de répondre au contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>Il apparaît de plus que l'exploitant ne peut disposer d'un registre traçant les déchets sortants dans la mesure où les informations des prestataires sont transmises a posteriori lors du bilan. Il existe une fragilité dans le suivi des déchets expédiés dont l'exploitant est responsable jusqu'à leur élimination.</p> <p><b>Non-conformité n°5 : L'exploitant ne dispose pas d'un registre des déchets sortants répondant aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place sous 1 mois un registre des déchets sortants en réponse aux dispositions prévues par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 : Point n°9.2 - Déchets : Registre déchets sortants – 2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf fiche précédente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Point n°9.3 - Déchets : Bordereau de suivi de déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.541-45-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de l'émission d'un bordereau de déchets dangereux à partir de l'outil trackdéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Point n°9.4 - Déchets : Déclaration annuelle GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare annuellement sous « GERE » les déchets générés sur son installation.  Les quantités de déchets dangereux éliminés sont très supérieures au seuil de 2 t par an, avec par exemple 32,4 t en 2024 et 66,7 t en 2023. Les quantités de déchets non dangereux sont importantes, mais inférieures au seuil de 2 000 t, avec 874 t en 2024 et 1 316 t en 2023. Les déchets non dangereux sont tout de même mentionnés dans la déclaration annuelle Gerep.  Dans le temps imparti pour la visite il n'a pas été réalisé de contrôle de cohérence entre les bilans annuels des prestataires (à défaut de registre) et les déclarations GERE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Point n°9.5 - Déchets : Autorisation des installations de destination**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L.541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.  Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.  Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il prête une attention particulière au choix de ses prestataires, sans pour autant vérifier qu'ils disposent d'une autorisation pour la prise en charge des déchets remis. Une confiance est accordée par le fait que les sociétés concernées soient connues.

L'inspection précise à l'exploitant qu'il est tout à fait en droit dans le cadre de la mise en place de son contrat de solliciter un justificatif d'autorisation de prise en charge, au regard de ses obligations rappelées ci-avant.
<b>Non-conformité n°6 :</b> L'exploitant ne s'assure pas que les personnes à qui il remet ses déchets soient effectivement autorisés à les recevoir, contrairement aux dispositions prévues par l'article L. 541-2 du code de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met en place sous 1 mois une procédure de vérification des autorisations de ses prestataires à qui il confie ses déchets pour élimination ou valorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Point n°9.6 - Déchets : Conditions de stockage sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.7. Déchets</p> <p>1.7.2. Stockage des déchets</p> <p>« Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. »</p> <p>1.7.3. Gestion des déchets</p> <p>« Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé à des vérifications visuelles des conditions de stockage des déchets lors de la visite des installations.</p> <p>Globalement, l'exploitant a défini une organisation et des points de collecte et de regroupement devant lui permettre de stocker ses déchets dans des conditions conformes aux dispositions prévues par le point 1.7.2 de l'arrêté ministériel entropôt.</p> <p>L'inspection a toutefois relevé une zone de regroupement de déchets provenant d'autres installations dont les conditions de stockage n'étaient pas satisfaisantes : conditions de rétention insuffisantes, absence de séparation claire des déchets pouvant présenter des incompatibilités, encombrement pouvant générer un risque accru d'incendie.</p>

L'exploitant a précisé que la personne en charge de cette zone n'était pas présente et que l'état présenté le jour de la visite n'était pas représentatif de la gestion habituelle des déchets sur le site.

Le tri transit regroupement de déchets provenant d'autres installations est susceptible de relever d'un classement sous différentes rubriques 27xx de la nomenclature des installations classées. L'exploitant indique que les quantités présentes sont minimales et restent inférieures aux seuils des rubriques applicables en fonction de la nature des déchets concernés.

**Non-conformité n°7 :** Les conditions de stockage des déchets dans la zone de tri transit regroupement (« zone retour ») ne respectent pas les dispositions prévues par le point 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant ne dispose pas d'un registre de suivi des déchets collectés non généré sur l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure sous 1 mois de la conformité de sa zone retour et de gestion des déchets provenant d'autres établissements. Il s'assure de la mise en place d'un registre adapté et du non dépassement des seuils sous les rubriques concernées de la nomenclature des installations classées (rubriques déchets 27xx).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois